Lettre ouverte aux candidats à l'élection présidentielle

Article rédigé par *Général Antoine Martinez,* le *10 avril 2017*

Pour qui a servi l'Etat et la Nation sous l'uniforme, il est sidérant, affligeant et révoltant de constater l'absence de vision à long terme et le manque de clairvoyance de la classe politique depuis de nombreuses années et particulièrement depuis 2012 face aux réels dangers qui menacent notre société. Car le rôle premier du politique est d'assurer l'unité de la nation et la protection et la sécurité de ses citoyens. Or, en raison de politiques laxistes en matière d'immigration de culture islamique contraires aux intérêts du peuple français – et des peuples européens – cette unité est en voie d'éclatement et la vie des citoyens mise en grand danger car le loup est à présent installé dans la bergerie. Et le loup c'est l'islam, non pas l'islamisme mais l'islam, conquérant, violent et fidèle à ses textes fondateurs qu'il applique à la lettre avec comme objectif l'établissement du califat mondial avec sa conséquence, l'imposition de la loi islamique c'est à dire la Charia.

Le président de la République lui-même ne le reconnaît-il pas dans ses confidences à deux journalistes lorsqu'il évoque la partition en cours de notre pays dans un aveu pathétique d'impuissance et d'inaction coupables ? Vous ne pouvez pas l'ignorer. Vous n'avez pas le droit d'occulter ce grave sujet car c'est de l'avenir de notre identité, de nos valeurs, de notre continuité historique, de notre civilisation dont il s'agit. En l'espace de seulement une quarantaine d'années nos élites politiques ont mis en péril plus de mille cinq cents ans d'histoire du peuple français. Ne pas l'admettre et ne pas vouloir corriger cette erreur, c'est refuser la réalité et engager le pays vers une future confrontation dramatique car le biculturalisme en voie d'installation sur notre sol y mènera inévitablement. Et face à l'islamisation du pays qui consiste à laisser introduire et imposer progressivement à notre société les règles de vie islamiques qui se traduisent par l'application de la Charia, un principe de précaution s'impose. Et ce principe de précaution a pour nom « désislamisation » car la Charia a été jugée incompatible – donc l'islam est incompatible – avec la démocratie par la CEDH en 2003 et n'a donc pas droit de cité en France qui n'est pas terre d'islam. Ce processus de désislamisation doit donc être engagé au plus tôt, dans le respect de l'état de droit, c'est à dire en faisant appliquer la loi y compris par la force et en mettant en œuvre une panoplie de mesures adaptées à l'objectif visé sur les court, moyen et long termes. Car il faut stopper l'islamisation criminelle de la France, puis en inverser le processus en provoquant, voire en imposant le départ de ceux – nombreux – qui n'ont pas leur place dans notre pays. C'est une nécessité vitale pour l'avenir de la nation et de la démocratie. Les faits sont, en effet, têtus.

Tout d'abord, il faut aller à la racine du mal pour comprendre cette guerre qui est menée par l'islam sur notre propre sol et sur celui de l'Europe. Car c'est bien les versets du Coran qui appellent au meurtre des infidèles. C'est bien les versets du Coran qui institutionnalisent l'infériorité des femmes et qui les cantonnent au rang de simples objets sexuels et matrices de reproduction. C'est bien le Coran qui refuse la laïcité. Et le Coran, cette constitution politico-religieuse, est incompatible avec la Constitution française : des centaines de versets sont, en effet, non seulement en opposition frontale avec notre culture mais sont même susceptibles d'action pénale dans la mesure où ils constituent une évidente provocation à la haine, à la violence, à la discrimination, au racisme, au sexisme, à l'antisémitisme. Il ne s'agit pas là d'interprétations viciées de l'islam ; c'est une simple lecture objective et factuelle du texte sacré. Et le terrorisme qui nous frappe est l'un des modes d'action à la disposition du djihad offensif dont l'usage est préconisé par le prophète. On ne peut donc pas vivre avec qui vous veut du mal. Ne pas l'admettre est suicidaire. C'est pourquoi non seulement toutes les mosquées salafistes doivent être détruites mais toute nouvelle construction doit être refusée, car une mosquée n'est pas un lieu de culte habituel mais un lieu où on prêche la Charia et qui abrite une école coranique – véritable fabrique de djihadistes – où on enseigne dès le plus

jeune âge la haine des non-musulmans. Il faut donc faciliter et encourager la *hijra*, c'est à dire le départ vers un pays musulman comme le prescrit le Coran quand le croyant ne peut pas pratiquer un islam « sain » dans un pays mécréant.

Ensuite, au cas où vous ne seriez pas convaincus ou que vous préféreriez continuer à pratiquer la politique de l'autruche, il faut rappeler quelques évidences qui sont le résultat de cette politique laxiste et aveugle menée depuis une quarantaine d'années en matière d'immigration massive, incontrôlée et injustifiée issue de pays régis par l'islam. Ce résultat c'est aujourd'hui la radicalisation d'habitants du territoire français sous l'emprise continue d'imams dégénérés qui n'auraient jamais dû pouvoir prêcher sur notre sol. C'est ainsi qu'une partie de plus en plus importante de cette population n'a pas l'intention de s'intégrer à la communauté nationale puisqu'elle a été éduquée dans le principe d'appartenance à l'oumma et dans la haine non seulement de la France et des Français mais également des Européens. Et le carnage du 13 novembre 2015 à Paris réalisé par un commando de djihadistes composé en partie de jeunes « Français » issus de l'immigration confirme bien l'existence d'une cinquième colonne qui a tissé sa toile sur le sol européen. Vous ne pouvez pas ignorer les conséquences de ces dérives. Vous ne pouvez pas refuser la prise de décisions propres à enrayer cette spirale mortelle pour la nation. Car il existe sur notre sol, entre ces islamistes volontaires pour le djihad (plusieurs dizaines de milliers d'individus dangereux aujourd'hui, il faut être lucide) et une population d'origine immigrée de confession musulmane respectueuse des lois, un cercle intermédiaire composé de millions de personnes – dans les « Molenbeek » de la République qui n'ont rien de commun avec la France – plus ou moins acquises aux premiers et prêtes à les aider à des degrés divers. Vous auriez tort de ne pas considérer cette menace d'autant qu'une étude récente publiée en septembre dernier par l'Institut Montaigne et qui aurait dû vous interpeller est pour le moins très inquiétante. Elle n'a cependant entraîné aucune réaction de la part de ceux qui nous gouvernent. Hormis l'estimation du nombre de musulmans sur notre sol (3 à 4 millions) largement sous-évaluée car il est en réalité plus proche de 10 millions, ce sont les pourcentages fournis qui sont alarmants. En effet, près de 30 % d'entre eux sont très radicalisés et utilisent leur « religion » comme un outil de rébellion contre la France et l'Occident et sont prêts à se battre contre nos valeurs et nos lois qu'ils ne reconnaissent pas et pour imposer la Charia. Et 30 %, cela représente 1 million (avec l'estimation de l'étude) mais plutôt 3 millions (30 % de 10 millions). Alors, ne pas vouloir évoquer ce sujet brûlant est une grave erreur et même une faute. Et le prochain président de la République ne manquera pas d'y être confronté rapidement car l'ennemi frappera et frappera encore.

Enfin, la classe politique dans son ensemble détient une grande responsabilité dans l'évolution funeste de la situation qui était pourtant prévisible avec l'acceptation au milieu des années 1970 de mesures insensées comme le regroupement familial ou la mise en place des ELCO (Enseignement de la Langue et de la Culture d'Origine) au sein de l'Education nationale, mesure qui a constitué et qui constitue toujours un frein puissant à l'intégration des jeunes issus de l'immigration. Mais ceux qui nous ont gouverné et qui nous gouvernent aujourd'hui sont d'autant plus impardonables que cette évolution funeste de la situation était ouvertement préparée depuis longtemps par les stratèges de l'islam et que rien n'a été entrepris pour l'enrayer. Car si l'islamisation de notre société a pu progresser silencieusement et efficacement par le biais de l'immigration de travail c'est parce que les stratèges des 57 pays musulmans de l'OCI (Organisation de la Coopération Islamique) y ont décelé une marque de faiblesse des pays européens les incitant à élaborer une nouvelle stratégie au service de la conquête. Et cette dernière, la « Stratégie de l'action culturelle islamique à l'extérieur du monde islamique » (document de 132 pages accessible à tous), réfléchie, élaborée, affinée pendant plusieurs années et qui a été adoptée officiellement en 2000, à Doha au Qatar, prescrit aux musulmans un certain nombre de règles à respecter et à promouvoir. Parmi celles-ci, le refus de l'intégration dans les sociétés occidentales et de l'abandon de leur culture et mode de vie qui ne doivent pas être pollués par une culture étrangère à l'islam. On en voit aujourd'hui le résultat avec un vivre ensemble devenu une utopie car il est non seulement refusé mais le communautarisme a été favorisé et facilité par le laxisme et le manque de clairvoyance de nos responsables politiques. Plus grave, des ministres de la République n'appliquent-ils pas cette stratégie culturelle islamique en instaurant l'apprentissage de l'arabe dès le CP et en permettant aux salariés de manifester leurs convictions religieuses au sein même de l'entreprise ? C'est pourtant bien ce qui est prescrit dans le document de l'OCI ! Vous ne pouvez donc pas accepter cette trahison et refuser de voir la réalité et les conséquences pour l'avenir de la nation française et du pays qui est engagé sur la voie de la libanisation si vous persistez à ne pas corriger le cours de l'histoire.

Gouverner, c'est prévoir et c'est également savoir décider lorsque la patrie, c'est à dire la terre de nos pères, cette terre charnelle qui n'a pas vocation à être partagée avec un autre peuple que le sien, est en danger. Et aujourd'hui elle est en sérieux danger. Plus de 60 % des Français estiment d'ailleurs que l'islam est

incompatible avec notre société. Alors, avant que l'irréparable ne se réalise et pour que « la guerre civile qui vient » n'ait pas lieu, vous devez réagir. Et ceux à qui la France a confié son épée doivent briser le silence pour rappeler aux responsables politiques leurs devoirs à l'égard de la nation française et pour provoquer le sursaut avant qu'il ne soit trop tard (cf. « Quand la Grande Muette prendra la parole » essai préfacé par Ivan Rioufol - éditions Apopsix).

Général (2s) Antoine MARTINEZ